



DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT

Projet de plateforme de concassage, criblage, broyage et
recyclage de matériaux

BRUNO TP
SAIANTE-FOY-TARENTEISE (73)

Pièce jointe n° 15 : Conformité aux plans,
schémas et programmes



KALIÈS

Étude & conseil
en environnement,
énergie & risques industriels

REVISIONS

Date	Version	Objet de la version
04/05/2023	1	Création du document
04/10/2023	2	Modification du document

Ce dossier a été réalisé par :



Agence Auvergne Rhône-Alpes
Espace des portes de l'Est, 11 rue Aimé Cotton, 69800 Saint-Priest
04 87 34 05 14

Rédigé par :
DELLONG Maud

Chef de projet

Et validé par :
BAYLE Sophie

Responsable d'agence

TABLE DES MATIERES

I.	Projet d'aménagement et de développement durable (PADD)	1
II.	Documents relatifs au sol, sous-sol, eaux souterraines et superficielles.....	3
II.1.	La Directive Cadre Européenne	3
II.2.	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)	3
II.3.	Contrat de milieu.....	6
II.4.	Plan de prévention des risques naturels Prévisibles (PPRn)	7
III.	Documents relatifs au milieu naturel	9
III.1.	Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)	9
III.2.	Les enjeux naturels	10
III.3.	SCOT Tarentaise Vanoise	12
IV.	Documents relatifs à l'air/climat	15
IV.1.	SRADDET	15
IV.2.	SRCAE	15
IV.3.	Plan climat air énergie territorial (PCAET)	16
V.	Documents relatifs aux déchets.....	18
V.1.	Plans nationaux.....	18
V.2.	Plan départemental des déchets du BTP de la Savoie	21

LISTE DES FIGURES

Figure 1.	Plan de localisation du bassin étanche pour la gestion des eaux pluviales	5
Figure 2.	Carte de zonage présentant la localisation du site sur le périmètre du PPRn	7
Figure 3.	Localisation de la zone humide « Viclaire »	11
Figure 4.	Localisation de la ZNIEFF de type II « Massif de la Vanoise »	13
Figure 5.	Localisation de la ZNIEFF de type I « Forêts du Miroir et du Mousselard »	13
Figure 6.	Localisation de la zone humide « Viclaire »	14
Figure 7.	Localisation des points de prélèvements de mesure de l'air.....	17

I. PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD)

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables expose les actions que la commune de Sainte-Foy-Tarentaise souhaite mettre en œuvre afin de promouvoir un développement maîtrisé de son territoire, dans un esprit d'affirmation de l'identité communale, de mixité urbaine et sociale, cohérente avec l'exigence de préservation des grands équilibres environnementaux.

Commune de montagne, Sainte-Foy-Tarentaise se situe dans le massif de tarentaise. Sa localisation géographique à proximité de grands pôles touristiques et l'image véhiculée de la vallée, lui confère un rayonnement international. Son développement est basé essentiellement sur le tourisme familial, qui est le moteur de la croissance démographique et de l'emploi. Sainte Foy Tarentaise est une station encore en développement et doit pouvoir mûrir pour se positionner en complémentarité des stations voisines. L'attraction de la commune repose aujourd'hui sur :

- Une ambiance, un patrimoine et une dynamique urbaine,
- Un domaine skiable de renom adapté aux familles,
- Une capacité d'accueil touristique conséquente mais insuffisamment diversifiée et essentiellement occupée par des lits non marchands
- Des paysages et des espaces de qualité.

Toutefois le diagnostic a montré que le modèle communal nécessite d'être adapté car il engendre des dysfonctionnements pénalisants, marqués par :

- Le départ d'habitants permanents ne pouvant se loger sur le territoire communal au regard du coût du foncier ;
- Le changement de destination de nombreuses résidences principales en résidences secondaires et le vieillissement du parc d'hébergements, notamment au niveau des hôtels et copropriétés les plus anciens ;
- Un étalement de l'urbanisation engendrant un morcellement des tenements agricoles

Face à cette situation, Sainte-Foy-Tarentaise souhaite, notamment à travers l'élaboration de son PLU, d'affirmer son identité communale en offrant aux habitants des services et un cadre de vie préservé, tout en accompagnant un développement équilibré de sa station. L'augmentation maîtrisée de sa capacité d'hébergements marchands et l'amélioration apportée à la qualité de son environnement permettront notamment de proposer un produit touristique adapté à une nouvelle clientèle qui ne se contente plus aujourd'hui d'un domaine skiable.

Dans un souci d'économie de l'espace, la réflexion sur le développement du territoire a été menée en favorisant la densification et en limitant les extensions urbaines. Cette volonté se traduit dans le PLU de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise par une maîtrise des secteurs ouverts à l'urbanisation en périphérie des pôles de centralité, par la densification mesurée de certaines zones urbaines, ainsi que par des projets permettant une maîtrise de l'urbanisation et de requalification des espaces.

Cette croissance et cette attractivité posent la question du maintien de l'identité « rurale » communale et de l'intégration des nouveaux habitants. Face à ces questionnements, Sainte Foy Tarentaise souhaite, notamment à travers l'élaboration de son PLU, affirmer son identité communale en offrant aux habitants des services et un cadre de vie préservé, tout en accompagnant un développement équilibré de ses activités économiques, de loisirs et de services.

Dans ce cadre, le PADD, qui apporte une vision prospective et transversale des différentes politiques territoriales, se décline en trois axes :

- Favoriser un mode de gestion durable de l'espace et préserver la qualité du cadre de vie.
- Affirmer l'organisation communale en village et hameaux pour relancer la croissance démographique.
- Développer et pérenniser les activités et services structurants le dynamisme communal.

Le projet n'entre par ailleurs pas en contradiction avec les objectifs développés dans le PADD de la commune. Ainsi, le projet est conforme avec le PADD de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise et participe aux développements des activités et services structurants le dynamisme communal.

II. DOCUMENTS RELATIFS AU SOL, SOUS-SOL, EAUX SOUTERRAINES ET SUPERFICIELLES

II.1. LA DIRECTIVE CADRE EUROPEENNE

La Directive Cadre sur l'Eau (2000/60/CE), souvent désignée par son sigle D.C.E., engage les pays de l'Union Européenne dans un objectif de reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques.

Elle a été adoptée par le Parlement Européen le 23 octobre 2000 et publiée au Journal officiel des Communautés Européennes du 22 décembre 2000.

Elle a été transcrite dans le Code de l'Environnement (articles L 211-3 et suivants). Elle fixe comme principales échéances, dans chaque bassin hydrographique, l'élaboration :

- D'un état des lieux depuis fin 2004 (document adopté par le Comité de Bassin RMC le 4 mars 2005) ;
- D'un plan de gestion qui fixe notamment les objectifs à atteindre pour 2027. En France, le plan de gestion est transcrit dans le S.D.A.G.E. (voir ci-après).

II.2. SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée adopté le 18 mars 2002 est une démarche prospective et cohérente pour gérer l'eau et les milieux aquatiques. Il concerne l'ensemble des fleuves français et leurs affluents qui se déversent en Méditerranée ainsi que les eaux souterraines, le littoral, les plans d'eau et lagunes littorales.

Il définit pour la période 2022 - 2027 les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité des milieux aquatiques et de quantité des eaux à maintenir ou à atteindre dans le bassin.

Le SDAGE détermine les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les aménagements à réaliser pour les atteindre. Ces orientations sont déclinées en objectifs et règles de gestion précises et sont l'expression politique de la volonté des acteurs et gestionnaires de l'eau.

Au total, 9 orientations fondamentales (OF) ont été définies, accompagnées d'un programme de mesures décliné par territoire :

- OF 0 : S'adapter aux effets du changement climatique
- OF 1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- OF 2 : Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques
- OF 3 : Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau
- OF 4 : Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux
- OF 5 : Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
 - OF 5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle

- OF 5B : Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques
- OF 5C : Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses
- OF 5D : Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles
- OF 5E : Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine
- OF 6 : Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
 - OF 6A : Agir sur la morphologie et le découloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques
 - OF 6B : Préserver, restaurer et gérer les zones humides
 - OF 6C : Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau
- OF 7 : Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- OF 8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatique

En complément des 9 orientations fondamentales du SDAGE organisées de façon thématique, les préconisations qui suivent ont pour objectif de guider les acteurs et les gestionnaires pour la meilleure prise en compte possible de certaines spécificités des différents types de milieu. A ce titre, le SDAGE se focalise sur quelques éléments clefs qui devront être utilisés dans les démarches locales de reconquête ou de préservation des milieux.

Trois facteurs essentiels interviennent dans le fonctionnement des cours d'eau : le flux d'eau, les flux de sédiments et les flux de matières organiques. Les pressions et dégradations essentielles qui affectent ces flux de sédiments et les flux de matières organiques. Les pressions et dégradations essentielles qui affectent ces flux sont liées à l'artificialisation des milieux (rectifications, enrochements, seuils, ouvrages transversaux, urbanisation), aux prélèvements d'eau et aux rejets, et ceci à l'échelle du bassin versant. La disposition 5A « Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestiques et industrielle » du SDAGE vise à limiter la pollution des eaux pluviales. En ruisselant sur les surfaces imperméabilisées, les eaux de pluie se chargent en polluants, en particulier en micropolluants (HAP, métaux lourds) et en matières en suspension sources de pollution microbiologique, voie parasitaire. Cette pollution des eaux pluviales pose un problème pour l'atteinte du bon état des eaux et pour l'exercice d'usages sensibles (production d'eau potable, baignade, conchyliculture...). En outre, l'arrivée massive d'eaux pluviales dans la station d'épuration via les réseaux unitaires des agglomérations, peut être à l'origine des flux élevés de micropolluants décelés lors des campagnes de recherche des substances dangereuses dans l'eau (RSDE). Ces micropolluants se retrouvent dans les rejets, mais aussi dans les boues des stations d'épuration urbaines. La priorité est aujourd'hui de favoriser la rétention à la source et l'infiltration pour limiter préventivement les ruissellements des eaux de pluie qui se chargent en polluants. Ce type d'actions est à bénéfice multiples : limitation des pollutions, mais aussi du risque d'inondation lié au ruissellement, intégration dans des projets d'urbanisme visant le retour de la nature en ville et la lutte contre la chaleur urbaine.

Le projet porté par BRUNO TP met en place une gestion des eaux pluviales conforme aux exigences. Le réseau sera de type séparatif, permettant de collecter distinctement :

- Les eaux usées domestiques issues des sanitaires. Ces eaux sont rejetées à une fosse septique qui est vidangée et dont les eaux sont transportées vers la STEP de Bourg-Saint-Maurice. Cette station est gérée par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Haute-Isère.
- Les eaux dites « sales » issues de la zone dédiée au lave-rope. Ces eaux rejoignent directement le bassin de décantation au sud du site. Ce bassin est ensuite curé une fois sa limite atteinte, puis les eaux sont infiltrées dans les massifs de matériaux. Le site ne génère aucun rejet d'eau industrielle.
- Les eaux pluviales ruisselant au niveau :
 - De la toiture des bungalows, non susceptibles d'être polluées.
 - Des zones de stockage de matériaux.

Le site n'est pas recouvert par des zones en enrobée ou imperméabilisées. L'ensemble de la parcelle est empierrée avec des matériaux concassés type 0/30, afin de limiter les dépôts de terre sur les routes.

Bien qu'une partie des eaux pluviales de la plateforme s'infiltrent directement dans le sol, puisque ce dernier n'est pas imperméabilisé, celles-ci rejoignent directement un bassin de rétention de 120m³ au sud du site. Ce bassin est ensuite curé une fois sa limite atteinte, puis les eaux sont infiltrées dans les massifs de matériaux. La localisation du bassin, ainsi que le sens d'écoulement des eaux, est présentée à la figure ci-dessous.

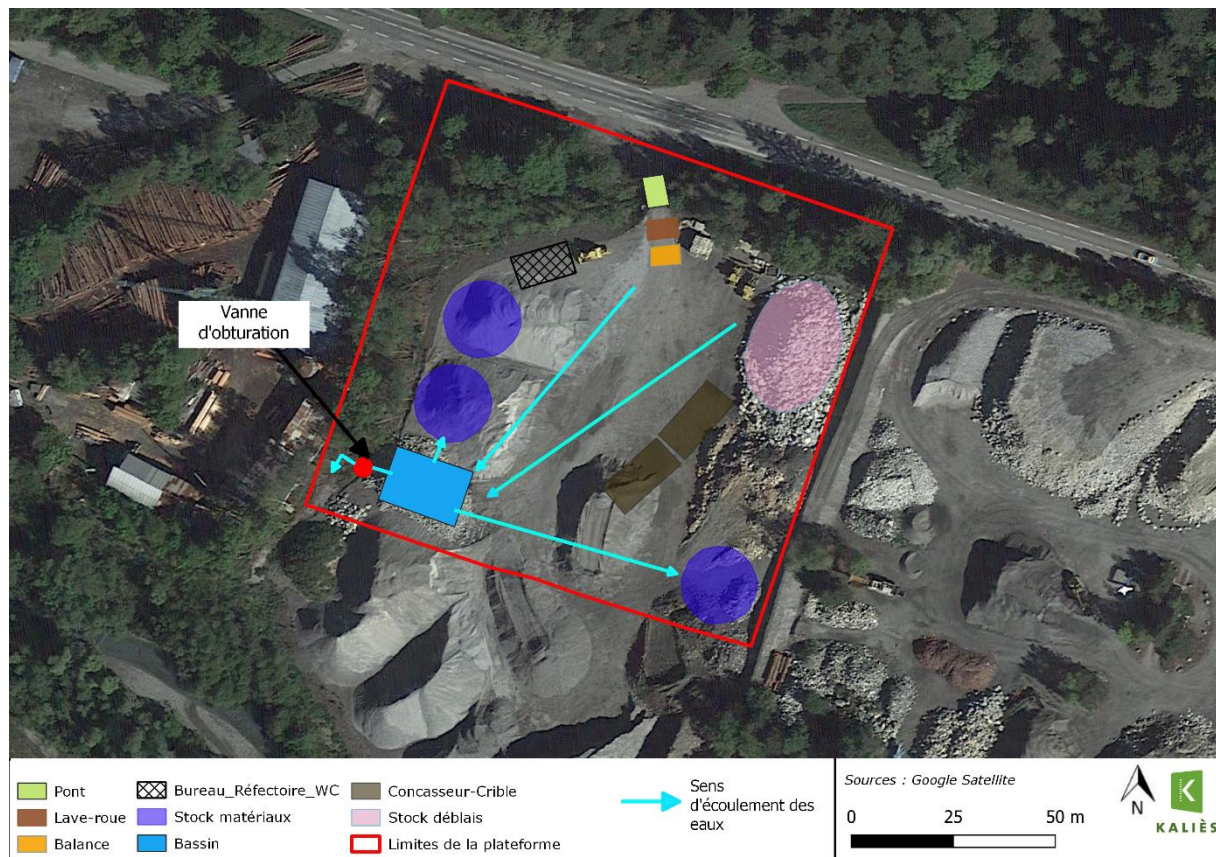


Figure 1. Plan de localisation du bassin étanche pour la gestion des eaux pluviales

Une vanne d'obturation sera mise en place en sortie du bassin afin d'éviter que les eaux incendie ne partent vers le milieu naturel en cas de débordement (lors d'un orage violent par exemple). En plus

de la mise en place de cette vanne en sortie du bassin, un échantillonnage des eaux du bassin sera réalisé une fois par an. Les composés suivants y seront analysés par un laboratoire agréé et certifié : MES, DBO5, DCO et HCT.

Le site est donc compatible avec les dispositions du SDAGE notamment :

- OF 0 : S'adapter aux effets du changement climatique : mise en place de gestion des effluents aqueux à la parcelle et différenciée selon la nature des effluents,
- OF 1 : Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité : rétention sur site avant rejet dans le bassin,

II.3. CONTRAT DE MILIEU

Le territoire de Sainte-Foy-Tarentaise est inclus dans le Contrat de Milieu « l'Isère en Tarentaise », agréé par l'Agence de l'eau le 9 décembre 2009 et officiellement signé le 6 novembre 2010. Ce projet est géré par l'Assemblée du Pays Tarentaise Vanoise (APTV) et décline 3 grands objectifs :

- **Amélioration** de la qualité des eaux via la réduction des pollutions domestiques et la lutte contre les pollutions d'origine agricoles et industrielles
- **Gestion** des milieux aquatiques en préservant ou restaurant la fonctionnalité des zones humides ; protection des biens et des personnes face au risque d'inondation et gestion de la ressource en eau
- **Mise en valeur** des milieux aquatiques : communiquer, développer des relais de l'information ; assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du Contrat en lien avec l'aménagement du territoire, de la qualité de vie et du paysage.

Comme décrit au paragraphe VIII.1 de la pièce jointe n°3 du dossier d'enregistrement, la société Bruno TP s'est engagée à remettre en état la zone humide et le profil du cours d'eau au sud de son site (dans le cadre de l'enquête judiciaire en cours). Ces remises en état concernent des zones en dehors de l'emprise du site faisant l'objet de la présente demande d'enregistrement au titre des ICPE.

Ainsi, dans le cadre de la régularisation des remblais et du stockage de matériaux situés en zone humide, la société Bruno TP s'engage à restaurer la surface dégradée de la zone humide « Viclaire ». Pour cela, la société s'engage à :

- Le retrait des remblais : les stocks seront déplacés au niveau de la plateforme (parcelle Nx). De plus, les déblais seront extraits et revalorisés ;
- Le remodelage d'un profil de parcelle : mise en place de la terre végétale sur l'ensemble de la zone ;
- Les travaux permettant d'accroître la biodiversité : des opérations de végétalisation seront entreprises par le biais de plantation d'essences locales (de type saules, aulnes, peupliers indigènes...) au niveau de la zone défrichée de la zone humide.

Le projet n'entre pas en contradiction avec les grands objectifs du contrat du milieu.

II.4. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES (PPRN)

La commune de Sainte-Foy-Tarentaise est concernée par le Plan de Prévention des Risques Naturels (approuvé le 09/12/2003). D'après la carte ci-dessous, le site serait situé en zones non constructibles. Cependant, aucune construction de bâtiment n'est prévue sur le site, le matériel sera mobile et la plateforme ne fonctionnera que 6 mois de l'année.

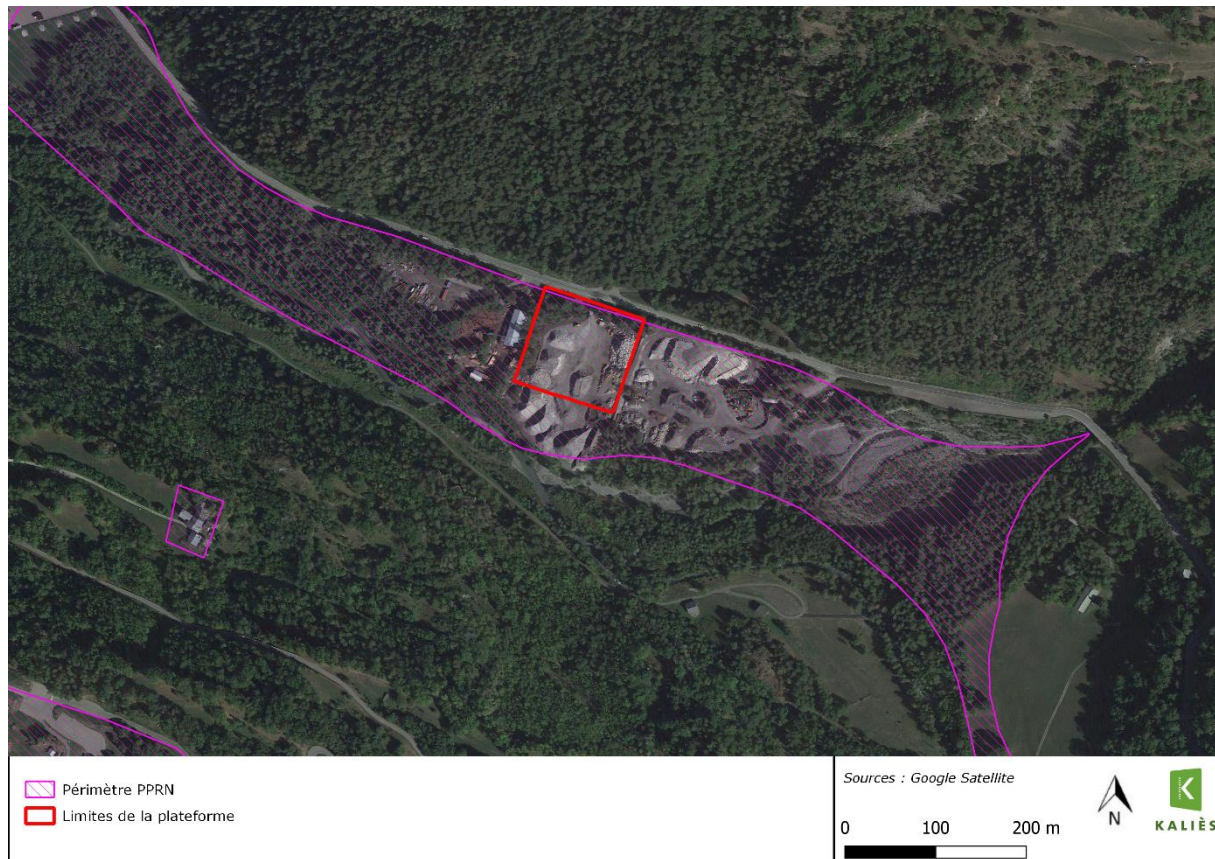


Figure 2. Carte de zonage présentant la localisation du site sur le périmètre du PPRn

La PPRN de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise comprend un volet multi-aléas montagne et un volet inondation. Situé en zone 02, le site est concerné par un risque inondation (voir figure ci-dessous). Les risques à prendre en compte sur la zone 02 concernent l'inondation et la crue torrentielle.

Cette zone porte sur les zones déjà urbanisées où il convient de stopper les nouvelles implantations humaines pour au moins l'une des raisons suivantes :

- Elles sont exposées à des aléas d'inondation forts en raison de l'intensité des paramètres physiques (hauteur d'eau, vitesse du courant) et pour lesquels, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie.
- Elles sont exposées à des aléas moyens ou faibles, mais la densification de l'urbanisation reviendrait à aggraver les risques à l'amont ou à l'aval, et notamment dans les zones déjà fortement exposées.
- Elles font partie de champs d'expansion des crues utiles à la régulation des crues au bénéfice des zones aval.

- Elles constituent autant de possibilité d'écoulement pour les crues d'intensité supérieure à la crue de référence.

Cette zone interdit :

- Les aménagements légers de loisirs.
- Le stationnement des caravanes durant plus de 15 jours.
- Les nouvelles aires de stationnement et leur extension.
- Les remblais de toute nature (sauf à dire d'expert hydraulique).
- Les dépôts et stockage de matériaux polluants, putrescibles ou flottants (bois, pneus, dépôt de fumier...) à une côte inférieure à la côte des eaux correspondants à la crue centennale.
- L'édification de digues, sauf protection de lieux déjà urbanisés. Cette disposition n'autorise pas de nouvelles constructions.

Néanmoins, sont autorisés :

- Les aménagements à vocation sportive ou de loisir préservant et supportant cette inondabilité, ne générant ni remblais, ni obstacle, (activités liées à la pratique du sport : canoë, ski de fond, sentiers de promenade, parcours de santé, toilettes publiques...).
- Les locaux techniques de services publics ou d'intérêts général (répartiteur et armoire PTT, transformateur EDF sous réserve de mise en œuvre de dispositifs techniques appropriés en cas d'inondation).
- Les infrastructures de transport transparentes à la crue ne générant ni remblais, ni obstacles.
- Les travaux et aménagements destinés à réduire les risques à l'échelle du bassin versant.
- Les ouvrages, aménagements et travaux hydrauliques légèrement autorisés.
- Les clôtures sous réserve qu'elles ne constituent un obstacle aux écoulements et qu'elles présentent une perméabilité supérieure ou égale à 50%. La perméabilité est définie comme le rapport de la surface libre (vide) à la surface totale. Les haies continues implantées parallèlement aux sens principales du courant pourront être autorisées ; toute autre implantation sera autorisée sous réserve d'une discontinuité plein/vide égale à 50%. Les murets d'assises sont autorisés sous réserve qu'ils soient d'une hauteur maximum égale à 0,20 m.

La plateforme ne fonctionnera que sur une période inférieure ou égale à 6 mois (saison estivale principalement) chaque année. Les activités se situent donc en dehors des périodes de pluviométrie importante. En effet, la répartition saisonnière montre que les précipitations sont relativement bien réparties au cours de l'année, avec tout de même une période plus arrosée sur la fin de l'année. Bien que le site soit situé en zone non constructible, l'ensemble du matériel et bâtiments seront mobiles. Aucune construction n'est prévue sur le site.

De plus, suite à un échange entre la mairie de Sainte-Foy-Tarentaise et le Département Départementale des Territoires de Savoie, ce dernier confirme la compatibilité du projet aux prescriptions du PPRN (voir annexe 1 du présent document).

Le site est donc compatible avec les prescriptions du plan de prévention des risques naturels.

III. DOCUMENTS RELATIFS AU MILIEU NATUREL

Le concept de la Trame Verte et Bleue (TVB) se positionne en réponse à l'augmentation croissante de la fragmentation et du morcellement des écosystèmes, afin d'être utilisé comme un véritable outil pour enrayer cette diminution. Il est en effet établi par la communauté scientifique que la fragmentation des écosystèmes est devenue une des premières causes d'atteinte à la biodiversité.

La notion de fragmentation ou de morcellement des écosystèmes englobent tout phénomène artificiel de morcellement de l'espace, qui peut ou pourrait empêcher une ou plusieurs espèces vivantes de se déplacer comme elles le devraient et le pourraient en l'absence de facteur de fragmentation. Les individus, les espèces et les populations sont différemment affectés par la fragmentation de leur habitat. Ils y sont plus ou moins vulnérables selon leurs capacités adaptatives, leur degré de spécialisation, ou selon leur dépendance à certaines structures éco-paysagères.

III.1. SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET)

Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) est un document de planification qui, à l'échelle régionale, précise la stratégie, les objectifs et les règles fixés par la Région dans plusieurs domaines de l'aménagement du territoire, dont la protection et la restauration de la biodiversité. Il intègre et se substitue aux schémas existants (SRCAE, SRCE, PRPGD, SCORAN, PRI-PRIT) pour plus de lisibilité et de cohérence.

Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

L'objectif est d'avoir une vision stratégique et unifiée, à l'horizon 2030, et basée sur des axes d'amélioration tels que :

- Garantir dans un contexte de changement climatique, un cadre de vie de qualité pour tous,
- Promouvoir des modèles de développement locaux fondés sur les potentiels et les ressources, faire une priorité des territoires en fragilité,
- Interconnecter les territoires et développer leur complémentarité,
- Développer les échanges nationaux source de plus-values pour la région,
- Valoriser les dynamiques européennes et transfrontalières et maîtriser leurs impacts sur le territoire régional,
- Faire de la région un acteur des processus de transition des territoires,
- Préparer les territoires aux grandes simulations dans les domaines de la mobilité, de
- L'énergie, du climat et des usages en tenant compte des évolutions socio-démographiques et sociétales,
- Développer une relation innovante avec les territoires et les acteurs locaux.

Inclus dans l'objectif de garantir un cadre de vie de qualité pour tous, le sous-objectif « rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés » est clairement concerné par le projet.

Le SRADDET a défini notamment à l'horizon 2030, de « poser des limites à l'urbanisation dans les documents de planification et d'urbanisation en s'appuyant sur les trames de nature et les espaces agricoles existants. »

La parcelle d'implantation du projet est incluse dans le zonage du parc d'activités de la Platières et ne s'inscrit pas dans les milieux agricoles classée PAEN ni dans une zone de boisements.

L'objectif de « garantir dans un contexte de changement climatique, un cadre de vie de qualité pour tous » se décline dans la préservation de la biodiversité et sa valorisation.

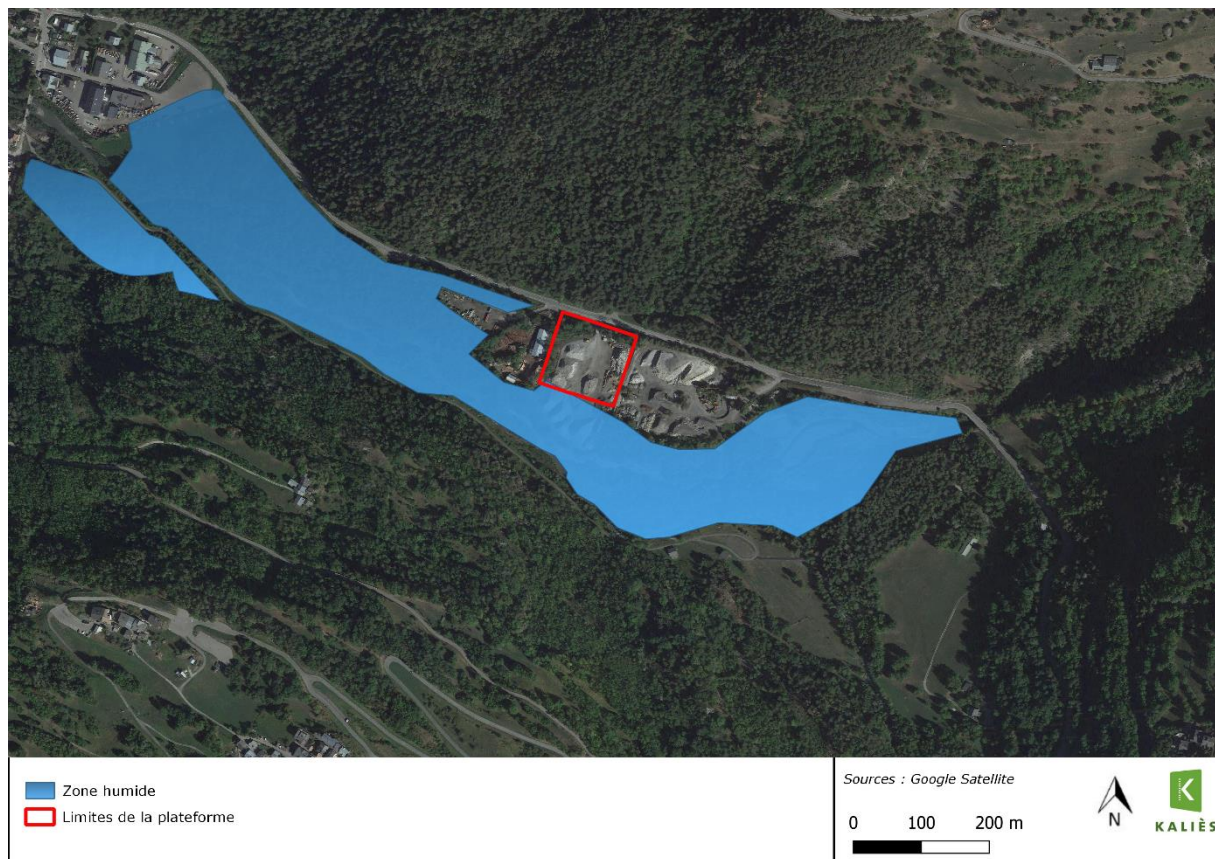
III.2. LES ENJEUX NATURELS

La région Auvergne-Rhône Alpes abrite des milieux naturels et parfois très fragiles. La grande diversité géographique du territoire a engendré une grande variété de milieux naturels : formations volcaniques, sédimentaires ou cristallines, têtes de bassin et grands fleuves, grands lacs et prairies d'altitude, etc. De ce fait, de nombreux habitats naturels à enjeux sont présents :

- Les pelouses sèches ;
- La forêt ;
- Les milieux ouverts et les pelouses d'altitude ;
- Les zones humides ;
- Les bocages et milieux semi-ouverts.

La région Auvergne-Rhône-Alpes abrite également une richesse spécifique pour la faune et la flore. En effet, elle accueille plus de 4 400 espèces végétales et au moins 684 espèces animales, dont de nombreuses espèces emblématiques telles que la Loutre (*Lutra lutra*), le Bouquetin (*Capra ibex*), le Milan royal (*Milvus milvus*), le Gypaète barbu (*Gypaetus barbatus*) et bien d'autres. Cependant, près de 300 de ces espèces animales sont recensées comme vulnérables.

La zone humide « Viclaire » se situe au sud du site, mais en dehors des limites de la plateforme (voir figure ci-dessous). Le site n'est donc pas inclus dans la zone humide. D'autre part, aucun stockage de matériaux sera réalisé sur cette zone et aucun rejet ne sera réalisé par le site (aucun rejet en milieu naturel).



Sur la zone en dehors du périmètre du site, la société Bruno TP s'engage à régulariser les remblais et le stockage de matériaux actuellement stocké sur cette zone. Ainsi, une démarche « ERC » sera mise en place. Les mesures prises en faveur de l'environnement sont composées par :

- L'évacuation du remblai et des matériaux stockés sur la zone humide en décharge,
- La mise en place de terre végétale,
- Une revégétalisation de la zone humide endommagée par les travaux de remblaiement et exhaussement de sol. L'exploitant s'engage à replanter des essences locales (de type saules, aulnes, peupliers, indigènes...).

Une note de remise en état, accompagné de photos avant, pendant et après les travaux, sera transmise auprès du Service Police de l'Eau de la Direction Départementale des Territoires afin qu'elle soit validée avant toute nouvelle intervention sur le secteur. Cette note comprendra :

- Les travaux mis en œuvre,
- La destination des matériaux évacués,
- Les modalités d'intervention, et
- La durée de réalisation des travaux.

Il faut également prendre en compte que la société Bruno TP s'est également engagée à réaliser un suivi du Castor d'Europe chaque année par la société KARUM.

Le projet respectera les prescriptions définies par le SRADDET et sera donc compatible avec les enjeux naturels développés par ce dernier.

III.3. SCOT TARENDAISE VANOISE

Le ScoT Tarentaise Vanoise a été approuvé le 14 décembre 2017. Les orientations du ScoT sont déclinées dans le DOO. Les 6 axes

- Une Tarentaise qui préserve son capital nature :
 - Préservation de la biodiversité par la mise en place d'une trame verte et bleue
 - Préservation des espaces agricoles en contribuant à l'économie et à la richesse du paysage de la Tarentaise.
- Une attractivité touristique qui repose sur la qualité et la diversification :
 - Renforcement de l'attrait estival en diversifiant les activités touristiques, ainsi que le développement des pôles touristiques de vallée reliés aux stations d'altitude par des téléportés.
 - Régulation du développement de l'immobilier touristique.
 - Organisation pour les équipements touristiques.
 - Un territoire de qualité pour les résidents permanents : renforcer l'armature urbaine du territoire et dynamisation de l'activité économique de la Tarentaise.
- Une offre de mobilité plus efficace et des alternatives à la voiture solo : structurer et sécuriser les déplacements.
- Une offre commerciale structurée et des commerces vivants à l'année : renforcer le fonctionnement de proximité des centralités urbaines et ainsi rendre le territoire attractif à la fois pour les habitants permanents et les touristes.
- Une maîtrise des gaz à effet de serre et des consommations énergétiques, des risques et des nuisances anticipée. La Tarentaise s'engage dans un développement énergétiquement efficace et mobilisera plus encore les ressources locales (bois, solaire, géothermie, méthanisation, hydraulique) pour réduire sa dépendance aux énergies fossiles.

Situé au sein de la communauté de communes de Haute-Tarentaise, Il n'est pas localisé à l'entrée d'une agglomération (situé à environ 1 km au sud-est du centre urbain de Sainte-Foy-Tarentaise). Il se situe au sein des adrets, versants ensoleillés, orientés au Sud, accueillant les activités agricoles et aujourd'hui recherché pour l'habitat.

D'autre part, le projet n'est pas localisé au droit d'un corridor écologique, ni d'un réservoir de biodiversité à statut (arrêté préfectoral de protection biotope) et de site Natura 2000 (le site Natura 2000 le plus proche du site se situe à environ 480 m au nord-est du site). Néanmoins ils se situe au droit de la ZNIEFF de type II « Massif de la Vanoise » et à proximité de la ZNIEFF de type I « Forêts du Miroir et du Mousselard » et de la zone humide « Viclaire ». Les figures ci-dessous montre la localisation des aires protégées par rapport au site.

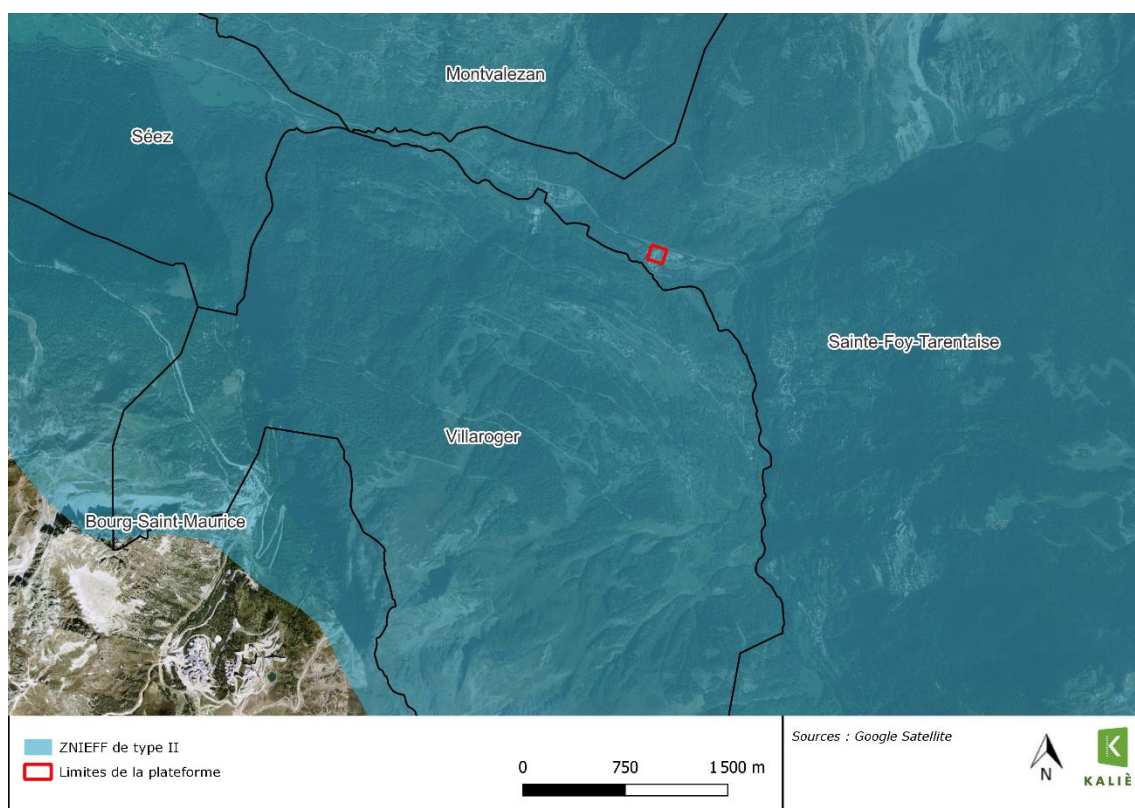


Figure 4. Localisation de la ZNIEFF de type II « Massif de la Vannoise »

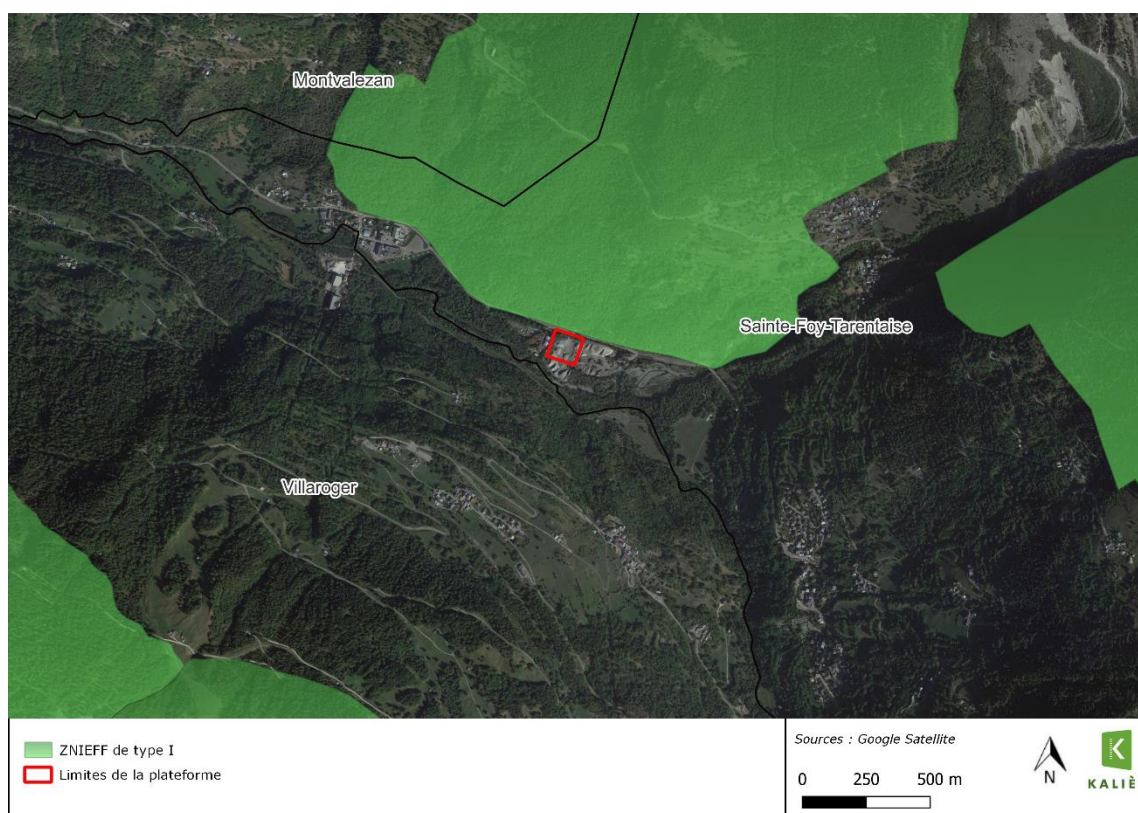


Figure 5. Localisation de la ZNIEFF de type I « Forêts du Miroir et du Mousselard »

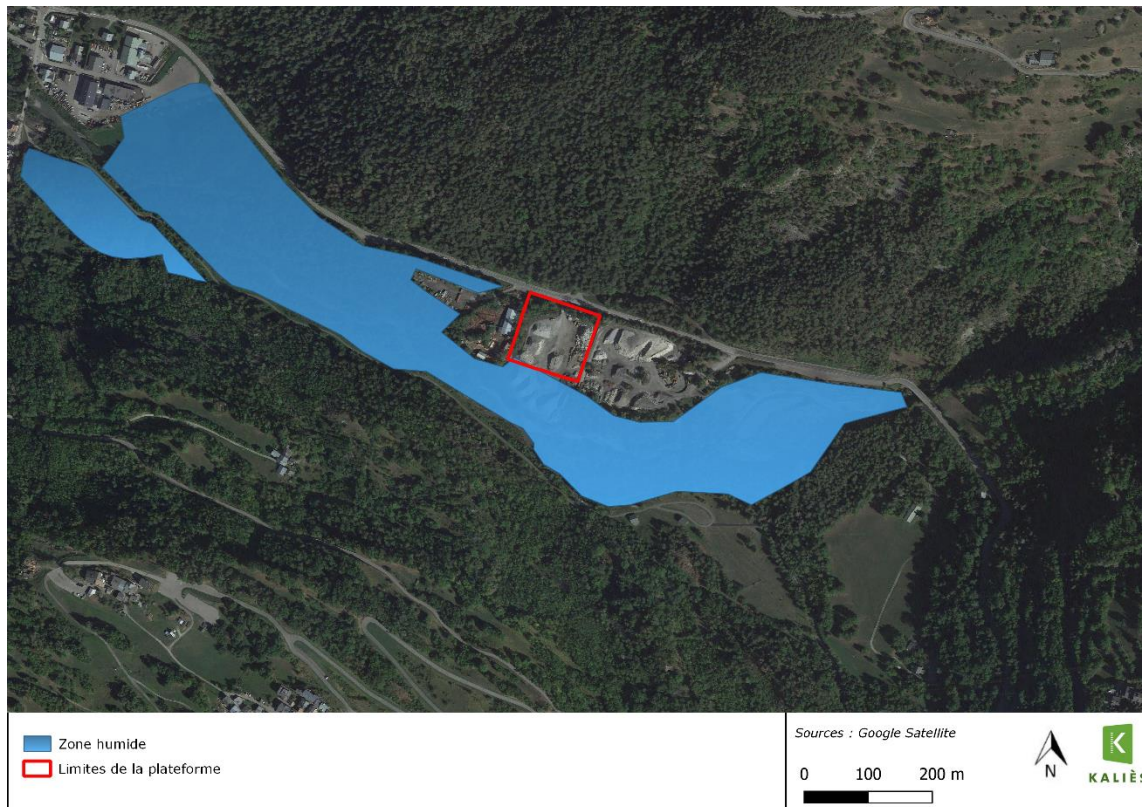


Figure 6. Localisation de la zone humide « Viclaire »

Une démarche « ERC » sera mise en place dans la conception du projet. Les mesures prises en faveur de l'environnement sont composées par :

- Maintien de la perméabilité du site, avec la mise en place de clôtures perméables aux amphibiens et à la petite faune.
- Travaux en dehors de la période de nidification (la plateforme ne fonctionnera que 6 mois de l'année),
- Plantation d'arbre pour favoriser la venue de l'avifaune,
- Suivi du Castor d'Europe 1 fois par an en collaboration avec la société KARUM.

De plus, comme présenté au paragraphe précédent, des travaux de remise en état au niveau de la zone humide seront entrepris par la société Bruno TP.

Le projet est donc compatible avec les objectifs du ScoT Tarentaise.

IV. DOCUMENTS RELATIFS A L'AIR/CLIMAT

IV.1. SRADDET

Comme présenté ci*avant, le SRADDET intègre et se substitue aux schémas existants (SRCAE, SRCE, PRPGD, SCORAN, PRI-PRIT) pour plus de lisibilité et de cohérence.

L'objectif de « garantir dans un contexte de changement climatique, un cadre de vie de qualité pour tous » se décline dans le développement d'une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique, notamment en termes de risques naturels et de protection de la ressource en eau.

Comment mentionné précédemment, la commune de Sainte-Foy-Tarentaise est concernée par le Plan de Prévention des Risques Naturels (approuvé le 09/12/2003). La PPRN de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise comprend un volet multi-aléas montagne et un volet inondation. Situé en zone 02, le site est concerné par un risque inondation. Les risques à prendre en compte sur la zone 02 concernent l'inondation et la crue torrentielle. Néanmoins, bien que les remblais de toute nature soient interdits sur la zone du projet, les matériels étant mobile et la plateforme ne fonctionnant que 6 mois par an, il est tout à fait possible de concasser et criblé cette zone.

L'exploitant engendrera trois types d'effluents :

- Les eaux usées domestiques issues des sanitaires. Ces eaux seront rejetées à une fosse septique qui est vidangée et dont les eaux sont transportées vers la STEP de Bourg Saint-Maurice.
- Les eaux dites « sales », issues de la zone dédiée au lave-roue, rejoignent directement le bassin de décantation de 120m³ au sud du site. Ce bassin est ensuite curé une fois sa limite atteinte, puis les eaux sont infiltrées dans les massifs de matériaux. Le site ne génère aucun rejet d'eau industrielle.
- Des eaux pluviales ruisselant au niveau :
 - De la toiture des bungalows, non susceptibles d'être polluées.
 - Des zones de stockages de matériaux.

Le site n'est pas recouvert par des zones en enrobé ou imperméabilisées. L'ensemble de la parcelle est empierré avec des matériaux concassés type 0/30, afin de limiter les dépôts de terre sur les routes. Les eaux pluviales de la plateforme s'infiltrent directement dans le sol, puisque ce dernier n'est pas imperméabilisé.

De plus, le site ne présente pas de local à risque. Aucun produit dangereux n'est stocké sur site.

Le projet est donc compatible avec les enjeux climatiques développés par le SRADDET.

IV.2. SRCAE

Bien qu'également intégré au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), avec lequel le projet est compatible, une analyse de sa conformité avec le SRCAE est également présentée.

Le SRCAE Rhône-Alpes définit sa stratégie climatique régionale en s'appuyant sur les principes suivants :

- La maîtrise des consommations par la sobriété et l'efficacité énergétique ;

- L'anticipation de la précarité énergétique ;
- La réduction des émissions polluantes, le développement de énergies renouvelables ;
- L'innovation et le développement technologique ;
- La préparation de la société à la transition énergétique ;
- L'adaptation aux conséquences du changement climatique.

C'est ainsi que la stratégie climatique régionale se combine autour de 38 orientations :

- Des orientations structurantes qui fondent la stratégie d'action territoriale sur des principes de gouvernance collégiale, de solidarité et d'équité sociale, de changement de comportement et de mise en place des capacités pour faire évoluer la société « consommatrice d'énergie » actuelle vers une société post carbone ;
- Des orientations sectorielles avec des objectifs quantifiés mesurables. Elles concernent tous les domaines prioritaires d'actions visant à une plus grande sobriété et une plus grande efficacité, que ce soit dans le domaine de l'aménagement du territoire, dans les différents secteurs d'activité, et en termes de développement des énergies renouvelables en cohérence avec les potentialités, mais aussi avec les contraintes de territoires ;
- Des orientations transversales qui concernent l'ensemble de ces secteurs, par exemple afin d'assurer une qualité de l'air satisfaisante sur l'ensemble de la région ou d'adapter la région Rhône-Alpes au changement climatique.

Le site est localisé à proximité immédiate de la départementale RD 902, à environ 1,17 km de la commune de Sainte-Foy-Tarentaise, évitant ainsi le trafic routier dans les villes et villages à proximité du site.

Le projet a intégré certaines orientations du SRCAE.

IV.3. PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET)

Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de Cœur de Savoie s'inscrit dans le cadre de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte adoptée le 17 août 2015, ce dernier doit être établi par les collectivités de plus de 20 000 habitants. Il a été adopté par le Conseil Communautaire en date du 10 décembre 2020.

Les axes stratégiques retenus sont :

- Une collectivité exemplaire qui mobilise les acteurs de son territoire
- Un territoire sobre en énergie
- Un territoire qui valorise ses ressources énergétiques locales
- Un territoire qui préserve son cadre de vie et qui s'adapte au changement climatique
- Un territoire qui soutient une économie locale et responsable

En phase exploitation, les véhicules et engins de chantier nécessaires seront peu nombreux et respecteront les normes en vigueur. Des mesures de limitation des envols de poussières (nettoyage des engins, arrosage, limitation de vitesses, etc.) seront mises en place.

De plus, les flux de véhicules générés seront de 5 à 20 camions par jour au maximum. Une consigne sera donnée aux chauffeurs de poids-lourds pour qu'ils éteignent leur moteur à l'arrêt et une

limitation de vitesse sera mise en œuvre sur l'ensemble du site. De plus, le site dispose d'un laveur mobile pour les camions en entrée et en sortie de la plateforme. .

Les stocks de déblais et de matériaux sur le site seront régulièrement humidifiés afin d'empêcher les envols de poussières. Ces actions seront principalement mises en place par temps secs et lors d'une vitesse de vent assez forte.

Le mode de chauffage des deux bungalows sera adapté à la structure des bâtiments. Ainsi, pour chauffer les bungalows, deux convecteurs électriques, alimentés par des panneaux solaires, seront utilisés. Ce moyen de chauffage évite la consommation d'énergie fossile et ne générant pas de rejets atmosphériques, à l'inverse d'une chaudière à gaz.

La plateforme ne fonctionnera que sur une période inférieure ou égale à 6 mois (saison estivale principalement) sur une année.

De plus, un programme de surveillance de la qualité de l'air au regard des retombées des poussières sera réalisé après la mise en service de l'installation. Conformément au guide de l'Ineris relatif à la surveillance de la qualité de l'air autour des sites ICPE, la société Bruno TP s'engage à réaliser une campagne de mesures de retombées atmosphériques autour du site par jauge Owen. Cette campagne sera réalisée pendant la phase d'activité du site, soit dans les 6 mois de fonctionnement du site.

Deux types de points de mesure seront retenus : ceux sous l'influence de l'installation et des vents majoritaires, soit-sud-ouest et ouest, et ceux en dehors de celle-ci, points « témoins ». Ainsi, il est proposé trois points de prélèvement : deux sous l'influence des vents et un en dehors de la zone d'impact du site. La carte ci-dessous présente la localisation des points de prélèvements d'air.



Figure 7. Localisation des points de prélèvements de mesure de l'air

Le projet est compatible avec les axes de travail du PCAET de Cœur de Savoie.

V. DOCUMENTS RELATIFS AUX DECHETS

V.1. PLANS NATIONAUX

Le Plan National de Prévention des Déchets (PNPD), piloté par le ministère de la transition écologique, vise à fournir une vision d'ensemble des orientations stratégiques de la politique publique de prévention des déchets et les actions à mettre en œuvre. Ses objectifs sont les suivants :

- Axe 1 - Intégrer la prévention des déchets dès la conception des produits et des services ;
- Axe 2 - Allonger la durée d'usage des produits en favorisant leur entretien et leur réparation ;
- Axe 3 : Développer le réemploi et la réutilisation ;
- Axe 4 - Lutter contre le gaspillage et réduire les déchets ;
- Axe 5 : Engager les acteurs publics dans des démarches de prévention des déchets.

Le Plan de prévention des déchets fait l'objet d'une évaluation environnementale. La concertation préalable a permis de faire émerger des propositions nouvelles de mesures. Le plan sera enrichi de certaines des propositions.

Lorsque l'autorité environnementale aura rendu son avis sur l'évaluation environnementale du plan, le projet de plan sera finalisé. Le public sera consulté.

La publication du Plan sera accompagnée d'une communication étoffée, tenant compte des recommandations des garantes de la Commission nationale du débat public.

Il fournira une vision d'ensemble du système de gestion des déchets et de la politique nationale menée en ce domaine.

Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD)

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la région Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté le 19 décembre 2019.

Il a permis de définir des objectifs de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets suivants :

- Réduire la production de déchets ménagers de 12 % d'ici à 2031 (soit -50 kg par an et par habitant) ;
- Atteindre une valorisation matière (déchets non dangereux) de 65 % en 2025 et 70 % d'ici à 2031 ;
- Réduire l'enfouissement de 50 % dès 2025.

La seconde priorité (valorisation) pose l'objectif pour les déchets du BTP d'un taux de 77 % de valorisation en 2031 (74% en 2016). Un des leviers pour atteindre cet objectif est l'exemplarité de la maîtrise d'ouvrage pour le secteur du BTP. Cela passe notamment par la mise en place d'exigences dans les cahiers des charges renforcées sur le suivi de la valorisation des déchets.

Lors de la phase d'exploitation du site, une gestion des déchets sera mise en place au droit du site afin de pouvoir réaliser un tri des déchets à la source, avec pour objectif une valorisation maximale.

Les principaux déchets générés sont :

- Des refus de crible. Ceux-ci seront traité séparément.
- Des déchets de bureau et du réfectoire assimilés à des déchets municipaux en mélange ;

- Des déchets encombrants (faible quantité).

Les déchets entrants dans des catégories spécifiques (pièces métalliques, pneus...) sont liés à des activités de maintenances qui sont sous-traitées ; les sous-traitants seront chargés de reprendre les déchets.

Le tableau de la page suivante récapitule l'ensemble des déchets générés sur le site en mentionnant :

- Leurs codes selon l'annexe de la décision n°2000/532/CE de la commission du 3 mai 2000 relative à la classification des déchets,
- Leur tonnage annuel,
- Leur fréquence d'enlèvement,
- Leur mode de stockage sur site,
- Leur collecteur,
- Leur filière (classement selon la directive n°2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets).

Tableau 1. Quantités et modes de gestion prévisionnels des déchets produits sur le site

Déchet	Code	Tonnage annuel	Fréquence d'enlèvement	Mode de stockage	Collecteur	Filière / Destination
Déchets de bureaux et du réfectoire assimilés à des déchets municipaux en mélange	20 03 01	Variable	2 à 3 fois par mois (sur les 6 mois d'activité)	Benne fermée (localisé à proximité des bureaux de bureau)		ISDND
Déchets encombrants	20 03 07	Variable	2 à 3 fois par mois (sur les 6 mois d'activité)	Benne ouverte		Recyclage

**Déchet classé comme dangereux selon l'annexe de la décision n°2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000*

Aucun brûlage à l'air libre ne sera pratiqué.

Le projet est donc compatible avec les objectifs du PRPGD.

V.2. PLAN DEPARTEMENTAL DES DECHETS DU BTP DE LA SAVOIE

La loi du 13 juillet 1992 est claire : à l'échéance du 1^{er} juillet 2002, les centres de stockage ne devront plus accueillir que des déchets ultimes, c'est-à-dire des déchets qui ne sont plus susceptibles, tant sur un plan économique que technique, d'être traités ou valorisés, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. Afin d'optimiser la « durée de vie » des centres de stockages, il s'agira donc, dans toute la mesure du possible, de favoriser le réemploi, le recyclage ou la valorisation énergétique des déchets.

Le but est de protéger l'environnement, de limiter les prélèvements sur le patrimoine naturel, de privilégier le développement durable de notre territoire.

En Savoie, comme au plan national, les conditions nécessaires à une gestion rationnelle des déchets du BTP ne sont toutefois pas, aujourd'hui, toutes réunies :

- Les filières de tri, de recyclage des déchets du BTP sont insuffisantes et sous-utilisées ;
- Très peu de centres de stockage de classe 3 (ou centres d'accueil de déchets inertes) ont été créés ;
- Le centre de stockage de classe 2, dont la création est prescrite par le Plan départemental de gestion des déchets ménagers et assimilés, fait toujours défaut à notre département ;
- Les coûts d'élimination des déchets ne sont encore bien souvent pas pris en compte par les maîtres d'ouvrage dans le cadre des marchés de travaux. Or, il est indispensable que le coût de revient des opérations intègre le coût de gestion des déchets, de manière à ce que les entreprises du BTP puissent respecter les obligations mises en place par la loi du 13 juillet 1992.

Au regard des 100 millions de tonnes de déchets que le BTP génère au plan national, la région Rhône-Alpes produit à elle seule environ 11,7 millions de tonnes de déchets BTP et la Savoie contribue pour 772 000 tonnes à ce gisement (234 000 t sont issus du bâtiment et 538 000 t* des TP).

Les activités du BTP génèrent des déchets en grande partie inertes (terres, gravats, remblais) mais aussi des déchets spéciaux (peinture, colle...) et des déchets banals.

Le présent plan départemental, répondant aux objectifs de la circulaire interministérielle du 15 février 2000, porte sur la création d'équipements de regroupement, de tri, de recyclage et de stockage des déchets du BTP, mais également sur les mesures d'accompagnement visant un meilleur suivi de leur destination ainsi que sur une conception des projets permettant la limitation de leur production.

La mise en œuvre de ce plan est d'intérêt général, et requerra la participation de tous les acteurs concernés : services de l'Etat, collectivités territoriales, maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre, entreprises du BTP, industriels du tri, de la récupération, du recyclage et de l'élimination des déchets.

Lors de la phase de construction, une gestion des déchets sera mise en place au droit du site afin de pouvoir réaliser un tri des déchets à la source, avec pour objectif une valorisation maximale. Des chartes « Chantier verts » seront établies avec les différents intervenants.

En phase exploitation, les déchets générés seront de types ménagers et surtout recyclables (cartons, papiers, plastiques etc.). Ils feront l'objet d'un tri et seront évacués selon les filières adaptées.

Le projet est donc compatible avec les objectifs du Plan Départemental des déchets du BTP de la Savoie.

**ANNEXE 1. COURIEL DE CONFIRMATION DE LA DDT DE SAVOIE
SUR SA POSITION CONCERNANT LA COMPATIBILITE DU
PROJET AVEC LES PRESCRIPTIONS DU PPRN**

[<claire.cormier@savoie.gouv.fr>](mailto:claire.cormier@savoie.gouv.fr)

Objet : Re: [INTERNET] Avis sur PPRn en place

Bonjour,

Je vous confirme que le changement de propriétaire n'est pas réglementé par le PPRn.

Cordialement

Paul ALLÈGRE

DDT de Savoie - Service sécurité et risques

Adjoint au chef de service

Chef de l'unité risques et urbanisme

1 rue de Cevennes

BP1106

73011 CHAMBERY CEDEX

tel : 04 79 71 72 82

Rencontre à la DDT73 uniquement sur rendez-vous

Le 10/08/2023 à 09:27, > urbanisme (par Internet) a écrit :

Bonjour,

Dans le cadre d'une procédure, nous avons besoin de connaître votre position sur une compatibilité entre une exploitation existante et le PPRn en place.

Au niveau du Champet (parcelles A 2162, 2168, 2165, 2171), zone i01 du PPRn, une exploitation de stockage et concassage de matériaux pour les travaux publics, voir gravière à une époque, est existante depuis de nombreuses années et largement antérieure à la mise en place du PPRn. Aucune construction n'est prévue sur le tènement. La Commune a établi un bail avec une deuxième société sur la même emprise foncière afin d'optimiser l'exploitation du site devant le manque important d'espaces pour ce type d'activité.

Il n'y a donc pas de changement du type d'exploitation sur ce site et la Commune a considéré que le PPRn ne s'appliquait pas sur une exploitation déjà existante.

Confortez-vous cette position ?

Dans l'attente de votre retour.

Cordialement,

Jean BORREL

Service urbanisme/foncier

Fixe : 04.79.06.90.53 / GSM : 06.29.78.05.88

urbanisme@saintefoy-tarentaise.fr

<https://www.saintefoy-tarentaise.fr/>

